



MOSCOU

ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 41. Vendredi 14 Juillet 1921.

Direction: Dénejn 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. -77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaia 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

REMERCIEMENTS.

Après la clôture du IIIème Congrès de l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif nouvellement élu pense au travail immense, accompli par le personnel de l'imprimerie de la IIIème Internationale. Les camarades ont travaillé jour et nuit pour remplir les grandes exigences posées pendant le Congrès. Il est urgent pour nous de formuler nos remerciements. La conscience suprême d'avoir travaillé pour la grande cause du prolétariat mondial, est tout ce qui peut vous dédommager de votre travail.

Pour le Comité Exécutif de
l'Internationale Communiste
ZINOVIEV.

Le mouvement communiste en Turquie.

Encore avant la guerre mondiale dans les grandes villes telles que Constantinople, Smyrne et Samsoun, dans les mines d'Eregli et de Sangouldak et dans les villes qui sont des noeuds de voies ferrées: Eskichehore, Izmidhée, Angora, Konié, Adape et Aleppo, dans tous ces points s'étaient formées des organisations ouvrières. Dans les jours qui suivirent la chute du sultan Hamid, des grèves eurent lieu à Constantinople, Smyrne et dans les autres villes forçant le gouvernement "d'unité et de progrès" à décréter une loi contre les grèves.

La guerre mondiale a disséminé des dizaines de milliers de turcs dans les cercles révolutionnaires plus ou moins éloignés d'Asie et dans les pays d'Europe, tirant en même temps de son inertie de jadis Constantinople et ses environs. L'Anatolie ouvrière a commencé encore mieux à comprendre les problèmes de l'actualité par suite de l'éveil de la conscience de classe qui se produisit simultanément avec l'écroulement de l'ancien monde et a commencé à comprendre la situation lamentable des masses opprimées, que l'impérialisme et le capitalisme forçaient en même temps le prolétariat du monde entier à travailler 20 heures par jour pour un salaire de famine. Les masses travailleuses comprirent toute l'horreur de leur situation et se rallièrent de tout cœur à la révolution prolétarienne qui est seule capable d'affranchir les opprimés et les prolétaires du monde entier.

Les éléments révolutionnaires turcs ayant reconnu la nécessité inéluctable du renversement de la domination impérialiste ne se bornèrent pas à de vaines promesses; ils ont versé leur sang, ils ont travaillé pour l'idéal commun sur le front international, ils ont rendu à la révolution de signalés services. Une aide particulièrement importante fut fournie à la révolution par la section communiste turque cristallisée au Caucase, dans l'Azerbeïdjan et au Daghestan; cette section communiste a laissé une trace profonde dans l'histoire de la révolution au Caucase.

D'un autre côté, les 4.500 ouvriers turcs qui se trouvaient en Allemagne, marchaient côte à côte avec les spartaciens. Les ouvriers turcs prirent part aux guerres civiles de 1919 et scélérèrent de leur sang leur alliance avec les communistes allemands et leur dévouement à la révolution prolétarienne.

Les camarades communistes qui ont édifié en 1919 un gouvernement soviétique en Hongrie ont tiré grand profit des bataillons de soldats rouges recrutés parmi les ouvriers et les prisonniers turcs.

Tandis qu'en dehors de la Turquie se déroulaient les événements précités, les paysans et les ouvriers de Constantinople et d'Anatolie eux non plus ne restaient point étrangers à la lutte contre le capitalisme mondial. Les ouvriers et les paysans turcs ont créé à Constantinople, à Angora et dans d'autres points plus de 20 groupes communistes. Ces groupes se mirent à travailler à la préparation du pays en vue de la révolution sociale. Etant donné la dissémination de ces organisations et l'absence de liaison et d'entraide, il fut nécessaire de les renforcer en réunissant tous ces groupes autour d'un même centre. Sous la direction de Mustapha Soubkhi et sous le con-

trôle de la 3ème Internationale, eut lieu la première conférence des délégués des organisations communistes turques. De cette conférence naquit le Parti Communiste Turc qui tout aussitôt se mit à accomplir la tâche révolutionnaire qui lui est incombée. La Turquie réactionnaire pressentant un fin inévitable se mit en campagne contre les révolutionnaires turcs. Le 28 janvier 1921 15 camarades et Mustapha Soubkhi tout le premier, furent sacrifiés en holocauste au dieu de la révolution. Les eaux sombres de la Mer-Noire se teintèrent du sang vermeil de ces martyrs.

Ce premier courant révolutionnaire qui s'était propagé du littoral septentrional de la Mer Noire sur les bords de l'Anatolie et de là dans les terres baignées par la Méditerranée prouve que la révolution n'est pas loin d'éclater à Constantinople et en Anatolie.

Après cette exécution, quelques autres camarades furent exécutés par ordre du gouvernement à Angora et dans les vilayets orientaux. A l'heure actuelle un grand nombre de nos camarades sont cités devant les tribunaux et jetés en prison. Toutefois, bien qu'il soit impossible de mener une propagande légale en Anatolie, toutes ces répressions des réactionnaires turcs n'ont d'autre résultat que le progrès de la conscience révolutionnaire et de la volonté de l'action révolutionnaire parmi les masses paysannes et ouvrières d'Anatolie luttant contre les capitalistes et les propriétaires turcs.

SOULEIMAN NOURI.
ZELIK ZEKI KOUCHEROV

Après la tâche faite.

Après trois semaines d'une activité assidue le troisième Congrès mondial a, dans la nuit d'hier, achevé ses travaux. Au cours de 24 séances plénières, sans compter les nombreuses séances des commissions et du Comité Exécutif, les représentants du prolétariat mondial révolutionnaire ont posé les jalons des travaux qui sont à accomplir dans l'intérêt de la révolution mondiale. La Russie des Soviets, se trouvant dans une période de transition entre la guerre civile et l'avènement pacifique du communisme, a déjà traversé l'époque la plus difficile devant laquelle se trouvent, tous ensemble et chacun en particulier, tous les Etats du monde: celle de la ruine définitive du régime capitaliste. De durs combats sont encore à livrer, le prolétariat révolutionnaire aura encore de nombreux sacrifices à apporter avant que la révolution mondiale aboutisse à la victoire de la classe des opprimés et des exploités. Le capitalisme se débattant dans les affres de la mort, affolé par la peur, refuse, de faire aucune concession aux plus légitimes revendications des travailleurs qui exigent que leur soit accordé le rôle qui leur revient de droit dans la production. Les persécutions incessantes et brutales dont sont victimes les communistes dans les pays capitalistes, la campagne renégate, assassine et forcenée, entreprise par les social traitres et qui a eu pour résultats des massacres en masse, de longues incarcérations des meilleurs militants révolutionnaires, toutes les atrocités de la terreur blanche sont impuissantes à arrêter les larmes bouillonnantes de la révolution mondiale qui, descendant de Moscou, déferlent sur la terre entière.

Le 3ème Congrès Mondial nous a montré que l'armée du prolétariat révolutionnaire non seulement grossit de jour en jour, mais encore se pénètre d'un esprit de cohésion et d'unité sans exemple, resserre ses rangs, plus forts que jamais pour les combats à venir. Lors de l'ouverture du Congrès on aurait pu dire que les antagonismes étaient insolubles. Les fronts s'entre-choquaient rudement, les fautes commises étaient soulignées sans aménité, afin que les partis puissent de leurs fautes mêmes tirer des enseignements. Mais les discussions ont abouti à ce résultat que désormais les délégués du Congrès sont étroitement unis, et peuvent en pleine conscience du programme à suivre retourner chez soi pour mettre la dernière main à la grande œuvre de la délivrance du prolétariat.

La séance de clôture a présenté le tableau de la cohésion du prolétariat; des

acclamations unanimes couvrirent les dernières paroles du cam. Zinoviev surtout lorsqu'il a exprimé l'espoir que le prochain Congrès mondial puisse avoir lieu à Berlin, à Paris ou dans quelque autre ville d'Europe Occidentale. Cela nous porte à garantir que la révolution mondiale n'est plus loin. Les chefs révolutionnaires des délégations de différents pays, ayant entonné l'Internationale, donnèrent à ce mémorable Congrès un digne couronnement. Comme les délégués quittaient le Kremlin, des soldats rouges s'étant rangés dans la cour, les accueillirent par un cordial "hourra". La musique du régiment jouait l'Internationale. Une fois de plus l'enthousiasme se donna libre cours lorsque les membres de l'Exécutif et les présidents des séances du Congrès, soulevés par les mains multiples de la foule, furent salués par de longues acclamations. Mais c'est à un officier de l'armée rouge que fut réservée l'ovation la plus enthousiaste: on saluait en lui l'armée rouge toute entière.

Dans les jours qui viennent, les représentants du prolétariat mondial s'en iront dans toutes les directions retrouver leurs pays et répandre partout la "bonne nouvelle" de l'unité du prolétariat. Et la classe ouvrière serrera plus étroitement ses rangs, pour former une muraille inexpugnable contre les assauts des exploités internationaux.

JOSEPH SCHNEIDER.

Le mouvement syndical et communiste en Espagne.

Entre tous les pays d'Europe, l'Espagne est le seul dont l'activité révolutionnaire soit inconnue presque partout, et surtout en Russie. Le monde entier a entendu parler des répressions espagnoles, des meurtres quotidiens commis par la bourgeoisie, qui choisit ses victimes parmi les chefs du syndicalisme et du communisme. Mais cela n'empêche que Moscou ne se fait pas une idée claire de nos organisations prolétariennes politiques ou professionnelles. Si par hasard quelque journal donne quelque information sur l'Espagne, la source en est d'ordinaire un leader centriste, et cette information contient une série de faux renseignements. Sans avoir l'intention de nous livrer actuellement à une polémique avec les représentants du soi-disant Parti Communiste Ouvrier d'Espagne, nous ne pouvons cependant passer sous silence le fait que ces leaders offrent aimablement leur aide à la révolution russe au moment où elle est déjà victorieuse. La délégation du Parti Communiste Espagnol est vraiment stupéfiée devant l'affection subite dont se sont pris ces leaders du centrisme espagnol à l'égard de la révolution russe, quand ils savent que certains d'entre eux, et surtout Toralva Besi, l'auteur de la note intitulée "Sur la situation en Espagne" insérée dans le N° 38 de "Moscou", ont été des adversaires acharnés de Zimmerwald et de Kienthal et dans les colonnes de leur organe réformiste "El Socialista" ont mené une campagne forcenée contre ce premier fondement de l'Internationale Communiste.

Le Comité Exécutif devra bientôt décider la question de la fusion de ces deux partis. C'est pourquoi nous estimons nécessaire de faire connaître notre opinion sur la composition, la valeur numérique et le caractère de l'activité des organisations prolétariennes espagnoles.

a) L'Union Générale des Travailleurs.

Cette Fédération Nationale groupe autour d'elle de 250.000 à 300.000 membres. Son organisation et sa discipline sont satisfaisantes. Elle adhère officiellement à Amsterdam. Ses chefs sont des leaders "socialistes réformistes" et des adversaires déclarés de Moscou. L'Union Générale fonctionne actuellement de façon entièrement légale et jouit du soutien officiel du gouvernement. C'est actuellement la plus importante organisation professionnelle.

b) Confédération Générale du Travail.

Elle est dirigée par les anarchistes, qui n'ont pas marché dans la voie de la lutte de classe, mais ont poussé les masses vers la terreur rouge individuelle, le meurtre des patrons, des policiers et des

provocateurs, imposant des amendes aux fabricants et recouvrant ces amendes par la force etc...

La C.G.T. a organisé un grand nombre de grèves considérables et a été la plus forte organisation. Il fut un temps où elle comptait environ 700.000 membres. C'est là le maximum atteint, car le million dont ses adhérents parlent si souvent n'est que le fruit de leur fantaisie. Actuellement, grâce à la terreur bourgeoise, la C.G.T. a été déclaré hors la loi et ses syndicats, à l'exception de quelques-uns en province, ont cessé de fonctionner ou sont réduits à la vie illégale. Aujourd'hui le nombre de ses membres ne dépasse pas 100.000, mais son influence morale reste considérable.

c) Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne.

C'est une organisation réformiste qui s'est toujours distinguée par le principe de la collaboration des classes. Au moment le plus florissant, le nombre de ses membres a atteint 50.000, mais les dernières scissions ont ramené ce chiffre à 15.000, qui composent actuellement le noyau fondamental de l'Union Générale des Travailleurs. Comme parti, il traîne une misérable existence et son organe officiel "El Socialista" n'est même pas lu par ses membres.

d) Parti Communiste d'Espagne.

Il a été organisé en avril 1920 par le Comité Central de la Fédération de la Jeunesse Socialiste. Il groupe aujourd'hui 5 000 membres. Son organe officiel "El Communista" est le plus populaire de tous parmi les prolétaires révolutionnaires. Il est répandu à 10 ou 12.000 exemplaires.

En Espagne, c'est le seul Parti qui ait défendu opiniâtement la cause de la révolution russe et qui ait combattu pour l'idée de la III-e Internationale.

Dans les organisations professionnelles le Parti Communiste fait campagne à l'intérieur de l'Union Générale, en organisant des groupements communistes à l'intérieur des syndicats corporatifs. La direction du syndicat du bois à Madrid, qui compte environ 8000 membres, est entre les mains de camarades de notre parti. Dans l'Union de Valence, le rôle principal appartient également aux communistes. Nos groupements communistes jouissent d'une grande influence parmi les métallurgistes de Madrid dans la Fédération des Employés de Commerce, sur les mineurs des Asturies, les typographes de Madrid, etc.

Notre parti acquiert ainsi une grande influence sur la C. G. T.

e) Parti Communiste Ouvrier d'Espagne.

Ce Parti est né au Congrès du Parti Socialiste tenu en avril 1921. Il compte de 4 à 5000 membres. Ses leaders sont des centristes de l'ancien parti socialiste, ils ne jouissent d'aucune autorité ni dans les organisations politiques, ni dans les organisations professionnelles. Naguère ils ont fait la proposition de s'unir au Parti Communiste, et un Congrès des deux partis est convoqué à cet effet. La pierre d'achoppement sont les leaders centristes dont le Parti Communiste exige catégoriquement l'éloignement.

Après les durs moments de la guerre mondiale, la bourgeoisie espagnole a vu venir des temps plus joyeux, elle s'est mise fiévreusement à la réorganisation de ses forces, elle a institué une cruelle dictature de classe. Elle a fondé une garde blanche, nommée "Somotenes" et chaque jour elle jette en prison une foule de syndicalistes et de communistes. Elle a réduit la C. G. T. à l'activité clandestine, elle a privé le Parti Communiste de toute possibilité de propagande orale. Malgré cette réaction accompagnée d'une profonde crise industrielle, le prolétariat espagnol continue avec énergie et confiance son travail révolutionnaire. C'est là le fait le plus consolant et le plus significatif du mouvement ouvrier d'Espagne.

R. MERINO GRACIA.

Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste d'Espagne.

Moscou, 10 juillet 1921.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Vingt-troisième séance.

La séance est ouverte le 12 juillet à 13 heures et demie sous la présidence du camarade Zinoviev.

A l'ordre du jour est la question d'Orient.

Le délégué anglais **Tom Mann** raille la prétendue liberté anglaise, liberté d'un pays où les enfants pauvres sont toujours affamés et déguenillés. Mais l'Inde avec sa population de 300 millions d'hommes est dans une situation encore plus misérable. 200 millions d'Hindous sont réduits à l'esclavage par une poignée de capitalistes. La bourgeoisie régnant en Angleterre les asservit non seulement par la dictature politique, mais aussi à l'aide de l'artillerie.

Dans leur lutte pour leur émancipation, les ouvriers anglais s'allient maintenant au groupe révolutionnaire hindou encore peu nombreux.

L'Egypte répète la destinée de l'Inde.

Aux îles Britanniques, même en Ecosse et dans le pays de Galles, la domination bourgeoise est à son apogée. Aussi l'ouvrier anglais en connaît-il toute la pesanteur et s'efforce-t-il de venir en aide à la libération de tous les peuples dont il partage le sort.

Mais les mouvements étroitement nationalistes ne sauraient renverser la ploutocratie. Aussi devons-nous les approfondir et donner au mouvement révolutionnaire mondial une orientation générale. La bourgeoisie anglaise dispose pour la répression du mouvement des peuples opprimés de l'Orient du mécanisme le plus perfectionné, mais le travailleur anglais est convaincu que l'heure est proche où les travailleurs des autres pays du monde imiteront l'exemple que leur a donné la Russie. La grande cloche de Moscou répond ses vibrations sur une immense étendue. Elle montre aux peuples le chemin vers le salut véritable.

Puis le représentant d'Angora **Suleiman Nuri**, au nom du parti communiste de Turquie, fait un rapport au Congrès sur le mouvement en Anatolie.

Le mouvement émancipateur en Turquie exerce une immense influence sur tous les peuples de l'Orient, car il leur sert d'exemple et de stimulant. Avant la guerre, le peuple turc vivait sous le joug des sultans et des pachas, qui malgré la volonté des masses laborieuses entraînaient tout le pays dans la guerre mondiale. Pendant cette guerre, les ouvriers et les paysans turcs revêtus de la kapote militaire apprirent à comprendre ce que c'était que la guerre impérialiste et à qui elle profitait.

Les masses laborieuses d'Anatolie se soulèvent contre le joug de l'Entente, mais les anciens ennemis de la classe laborieuse les pachas se sont emparés du mouvement. Tout en menant la guerre contre l'Entente, Kemal-Pacha dirige le pays tout comme le Sultan-Hamid et, craignant que les communistes ne profitent du mouvement émancipateur pour s'emparer du pouvoir, mène une lutte impitoyable contre eux. Pour tromper les travailleurs, les chefs nationalistes ont organisé un parti officiel qui se masque sous les mots d'ordre communistes, mais ils n'ont pas réussi à tromper les masses révolutionnaires des ouvriers et des paysans qui se groupent de plus en plus sous les drapeaux du parti communiste. Les masses laborieuses de la Turquie soutiendront Kemal Pacha tant qu'il luttera contre l'Entente qui est l'ennemie jurée du mouvement ouvrier, mais si Kemal Pacha continue à persécuter les communistes, ces mêmes ouvriers et paysans d'Anatolie le renverseront par la force armée. C'est à cela que travaille le parti communiste d'Anatolie, et le Congrès doit lui venir autant que possible en aide.

(Applaudissements)

Le représentant de la Grèce, qui prend la parole après Nuri, parle principalement de la situation sans issue dans laquelle est tombé le gouvernement grec par suite de la nouvelle guerre qu'il a entreprise avec la Turquie. L'ouvrier et le paysan grec ne veulent plus verser leur sang pour les intérêts de l'Angleterre et c'est par les désertions en masse qu'ils manifestent leur refus de faire la guerre. La moitié de l'armée grecque s'est dispersée.

Le parti communiste profite de tous les moyens pour révolutionner les masses populaires. Partout il déclare que le prolétariat et la classe paysanne de Grèce ne nourrissent pas la moindre aversion contre les ouvriers et les paysans turcs. Aussi la bourgeoisie emploie-t-elle la terreur la plus effroyable contre les communistes grecs. Le parti communiste grec établit la liaison la plus étroite, la plus fraternelle, avec le prolétariat balcanique ainsi qu'avec le prolétariat mondial.

Le représentant de la Perse, qui prend ensuite la parole, dit que les Anglais, après avoir conquis toute l'influence en Perse, y ont accablé tout le blé ce qui a causé une famine effroyable et la mort de millions d'hommes. Une indignation terrible a soulevé les masses persanes, la haine envers les troupes d'occupation anglaises est devenue le mot d'ordre le plus populaire des grandes masses de la population persane. Après une série de soulèvements, les Anglais ont été forcés d'évacuer la Perse.

Pourtant il faut constater que l'éveil du peuple persan ne donne pas encore aux communistes la possibilité de s'emparer du pouvoir. La main-mise sur le pouvoir ne sera possible que si le prolétariat de quelque grand pays capitaliste s'empare lui-même du pouvoir de l'Etat. Voilà pourquoi le parti communiste de l'Iran adopte son programme minimum aux conditions objectives du pays retardataire qu'est la Perse. En premier lieu, il met à l'ordre du jour les mesures qui affranchiront les forces productrices du pays.

(à suivre.)

DECISION

du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Malgré la déclaration du K.A.P.D. opposée aux faits et qui représente une déclaration de guerre à l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif nouvellement élu, décide ce qui suit:

1. de publier tout de suite une lettre ouverte et détaillée aux membres du K.A.P.D.;
2. d'envoyer une délégation au Congrès éventuel du K.A.P.D.;
3. le délégué du K.A.P.D. est, conformément à une décision du Congrès, provisoirement autorisé à assister au Comité Exécutif avec voix consultative.

Moscou, 13 Juillet 1921.

DECLARATION

Deux mots pour répliquer à la déclaration faite par les représentants du P.C.E. dans le N° 39 de "Moscou".

Le camarade du P.C.O. espagnol n'a pas affirmé que l'Union Générale de Trabajadores ait un esprit profondément Marxiste; il a dit tout simplement que cette organisation économique avait eu une éducation marxiste, et que les directeurs actuels sont social-réformistes. Cela a été dit en rapport du caractère de la Confédération Nationale du Travail, qui a un esprit anarcho-syndicaliste.

La preuve que ce que nous disons de l'Union Générale des Travailleurs c'est la vérité, on peut la trouver dans le fait que les adhérents au P.C.E. et au P.C.O. E. appartiennent à l'Union Générale des Travailleurs, aujourd'hui aux mains des réformistes et pas à la Confédération Nationale du Travail.

Nous affirmons que dans les groupes rouges au sein des syndicats il y a un nombre considérable de camarades qui appartiennent à notre Parti.

Des autres affirmations de la délégation du P.C.E. nous nous croyons relevés d'y répondre. Ces camarades auraient pu dire aussi que nous étions des bouddhistes, tellement sont arbitraires ces imputations. Notre caractère véritablement communiste serait démontré au lieu et moment précis.

D'autre part nous ne voulons pas initier ici une polémique que les représentants du P.C.E. semblent vouloir aggraver, mais pas nous, qui avons compte de la nécessité qu'il y a de former chez nous un solide front communiste au lieu de petits camarades de hallucinés qui s'arrogent à soi-même les plus pures essences de l'action et la théorie communistes.

La Délégation du Parti Communiste Ouvrier Espagnol.

Le 2ème Congrès de l'Internationale des Jeunes Communistes.

Les séances régulières du Congrès commenceront jeudi 14 juillet à 6 h. du soir au Kremlin, dans la salle ronde du 3ème Congrès de l'Internationale Communiste.

Les délégués du III Congrès, avec voix délibérative et consultative peuvent y assister en qualité d'hôtes.

L'entrée à l'exposition aura lieu sur cartes d'invitation spéciales, qui seront distribuées à l'hôtel Dresde, chambre 24.

Le Comité d'organisation du 2ème Congrès de l'Internationale des Jeunes Communistes.

L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

Huitième séance — 11 juillet.

Continuation des débats sur le rapport de Rosmer.

Sirole, au nom d'une partie de la délégation française prononce un discours-programme.

Le syndicalisme révolutionnaire, qui inspire le mouvement professionnel de France, d'Italie, d'Espagne et en partie d'Amérique, est une tendance qui possède son idéal, son programme et sa tactique.

Nous sommes anti-parlementaires, mais nous menons la lutte politique. C'est précisément parce que nous portons dans le mouvement professionnel l'esprit politique que la bourgeoisie de tous les pays nous déteste. Notre indépendance des partis politiques ne signifie pas indépendance du communisme. Avec les communistes nous avons un idéal commun au nom duquel nous groupons l'élite de la classe ouvrière.

Nos organisations reflètent aussi bien la conscience que les intérêts de la classe ouvrière. Notre action a lieu dans les masses et par les masses.

Notre organisation rassemble en même temps les deux principes: centralisme, dans les Fédérations d'industrie, fédéralisme dans les Unions départementales. La combinaison de ces deux principes sera la base du gouvernement du pays, lorsque le pouvoir passera entre les mains du prolétariat.

Nous sommes partisans de la dictature du prolétariat, comme mesure transitoire avant le régime communiste. Dans cette période de transition où le prolétariat tient à la main le browning dirigé contre la réaction bourgeoise, seules les organisations ouvrières peuvent déterminer l'ennemi contre lequel la dictature fonctionne. Ce sont elles qui doivent posséder le contrôle et le droit de désigner les dirigeants responsables. Nous sommes prêts à collaborer avec les partis communistes, mais si cela signifie subordonner et opprimer le mouvement syndicaliste, les membres du Congrès doivent bien se dire que nous ne le permettrons pas.

Tommasi répond à Sirole au nom de l'autre partie de la délégation française. Il exprime son regret que Sirole ait pris la parole avant que la délégation

française se soit mise d'accord sur la ligne de conduite. Mais les derniers mots de Sirole, qui contiennent la menace de sortir de l'Internationale Syndicale de Moscou l'obligent à prendre la parole. (Sirole proteste contre une telle interprétation de ses paroles.)

Il n'est pas permis de venir au Congrès International et d'exiger la reconnaissance absolue de sa doctrine propre. Le caractère original du mouvement professionnel dans les différents pays réclame avant tout un accord dans le domaine de la pratique révolutionnaire. Cet accord n'est pas si difficile. Si nous luttons sur le terrain politique, nous ne pouvons pas être hostiles en principe à la collaboration avec les partis politiques. Cette collaboration a été déjà plus d'une fois pratiquée par les syndicalistes révolutionnaires.

(Sirole, de sa place: Collaboration uniquement pour l'action.)

Naturellement, pour l'action. Mais pourquoi nous sommes-nous rassemblés ici? Pourquoi avons-nous créé nos organisations et celles du Parti Communiste, sinon pour l'action révolutionnaire? J'invite donc Sirole à adopter le point de vue de l'union des forces révolutionnaires, il doit se souvenir que dans notre vie il y a un point qui est bien compris et très respecté de chaque ouvrier français: il se réduit à un seul mot: Moscou.

Nous devons partir d'ici pour rentrer en France après avoir terminé l'œuvre pour laquelle nous avons été envoyés, après avoir assuré la liaison du prolétariat français avec l'Internationale Syndicale révolutionnaire.

Les débats sont clos et, après quelques mots de conclusion de **Rosmer**, le Congrès procède au vote.

La résolution et les résultats du vote ont déjà été communiqués.

A la séance du soir il a été donné lecture des déclarations de plusieurs délégations et tendances représentées au Congrès pour motiver leur vote.

La déclaration faite par **Nin** au nom de la délégation espagnole produisit une grande impression: la délégation tout en demeurant sur le terrain syndicaliste, a voté la résolution de la majorité dans l'intérêt de la révolution.

Le syndicalisme français et la Charte d'Amiens.

Le mouvement professionnel en France traverse actuellement, sans aucun doute une crise, mais c'est une crise de convalescence après la longue maladie, qui s'est trop prolongée et qui a trop violemment sévi, de l'opportunisme. Dans la période d'avant-guerre le socialisme français réunissait la négation révolutionnaire du capitalisme avec cette théorie originale que "le syndicalisme se suffit à lui-même", formule lancée par Pouget en 1904. De là la proclamation de la grève générale comme principale arme du prolétariat pour renverser le capitalisme, de là la négation du rôle des partis socialistes, agissant principalement avec les moyens parlementaires. La Charte d'Amiens de 1906, programme officiel du syndicalisme, apparaît à la majorité des leaders du mouvement syndical sous la forme de deux formules: "l'action directe" et "neutralité envers tous les partis politiques".

La guerre de 1914 a mis fin en réalité à l'ancien syndicalisme français. D'adversaires inconciliables qu'ils étaient de toute adaptation au régime bourgeois, de violents anti-militaristes qu'ils se montraient, les chefs officiels du mouvement professionnel se changèrent en auxiliaires de la bourgeoisie française pour ses plans impérialistes. Le vieux syndicalisme révolutionnaire français mourut en 1914 et même la cessation de la guerre et la paix—honteuse pour les vainqueurs—de Versailles, n'ont pas réussi à ramener dans l'ancien chemin révolutionnaire les chefs syndicaux égarés dans le camp bourgeois. Tout au contraire, d'accidentelle qu'elle était, la collaboration avec la bourgeoisie, ne s'expliquant plus seulement par la nécessité de la "défense du pays", se changea en un système. Au point de vue international, ce point de vue se manifesta par la participation au Bureau International du Travail de la Ligue des Nations, à l'élaboration de projets acceptables pour la bourgeoisie (acceptables théoriquement, car en pratique la bourgeoisie française ne veut entendre parler d'aucune espèce de conciliation) touchant la "nationalisation", la "restauration des territoires ruinés pendant la guerre", etc... Enfin, dans la pratique des divers syndicats, cette collabo-

ration se marqua par la substitution à l'action directe, des démarches officieuses des secrétaires syndicaux, désireux d'obtenir ces concessions pour éviter les grèves dangereuses pour "l'industrie de guerre".

Toute cette politique opportuniste ne manque pas de susciter une opposition parmi les éléments révolutionnaires du mouvement syndical français. Cette opposition, qui apparut dès 1915, se développa cependant plus lentement pendant la guerre, à cause des multiples obstacles posés par le gouvernement. Dans la première période la guerre, la prospérité économique éphémère et les dispositions de la bourgeoisie, qui craignait une explosion révolutionnaire, à faire des concessions, favorisèrent les progrès de la tendance réformiste dans le syndicalisme français. Mais la crise économique qui éclata en 1920 et le passage de la bourgeoisie à l'attaque, après sa panique devant la révolution, créèrent des conditions matérielles favorables au développement des tendances révolutionnaires dans le prolétariat français.

La minorité révolutionnaire s'organisa au Congrès d'Orléans en septembre 1920, et créa une solide organisation centralisée qui couvrit toute la France d'un réseau de "noyaux" et entreprit avec assez de succès la lutte pour conquérir les Fédérations Nationales et les Unions Départementales. Cette lutte fut très acharnée et poursuivait en réalité deux buts principaux:

- 1) Briser la résistance des chefs réformistes qui avaient réussi dans la période de 1914 à 1920 à constituer un fort appareil bureaucratique; 2) triompher de la passivité de la masse ouvrière. En effet cette masse ouvrière, qui en 1918-1920 était entrée en foule dans les syndicats, à l'époque des conquêtes économiques, se trouva, grâce à la conduite des opportunistes, qui n'avaient ni su ni voulu changer les Syndicats en des organes de lutte révolutionnaire, absolument incapables de repousser l'attaque des impérialistes lorsqu'au printemps de 1920 ils engagèrent l'offensive contre la classe ouvrière. La grève de mai 1920, perdue grâce à l'impotence révolutionnaire de C. G. T., eut pour conséquence une sortie générale des

A L'ETRANGER.

ouvriers des syndicats. Les syndicalistes révolutionnaires se proposèrent dès le début, avec pleine raison, d'attirer de nouveau les masses dans les syndicats et de raffermir en elles la confiance dans leurs forces et les qualités combattives.

La minorité proclama ce programme: revenir au syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre. Son drapeau fut le programme d'Amiens, avec l'action directe pour renverser le capitalisme. Il conviendrait de s'arrêter sur cette circonstance. En se basant sur le programme d'Amiens, les syndicalistes révolutionnaires devaient naturellement sous une forme ou sous une autre revendiquer la neutralité politique proclamée dans ce programme. Or, cette neutralité, qui en elle-même est erronée, devient en 1920-1921, une faute grosse de conséquences pratiques. La situation est toute changée. Avant la guerre le parti socialiste français était en réalité un parti parlementaire servant d'antichambre aux carriéristes de toutes sortes que les votes des ouvriers naïfs faisaient entrer à la Chambre et ensuite dans les cabinets ministériels.

En 1920 au contraire il s'est formé en France un Parti communiste qui s'efforce sincèrement d'entraîner le mouvement politique du prolétariat dans la voie révolutionnaire et qui a su organiser environ 100.000 membres. La neutralité des syndicats à l'égard du parti communiste ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat, qui a besoin de constituer un front révolutionnaire unique, pour pouvoir repousser les attaques du capital et passer ensuite lui-même à l'offensive.

Nous ne pouvons dire que cette exigence du moment ait été absolument incomprise des révolutionnaires syndicalistes, et la collaboration avec le parti politique du prolétariat commence à tenir une place toujours plus grande dans les déclarations de la minorité révolutionnaire. Elle commence surtout à avoir ses effets dans le parti. Mais c'est là une infraction au programme, qu'on se permet timidement, en partie parce que la méfiance n'a pas complètement disparu à l'égard du mouvement politique parmi les chefs syndicaux révolutionnaires, en partie parce que les opportunistes, après avoir pendant six ans pratiqué la collaboration avec les politiciens bourgeois et gouvernementaux se sont changés en violents partisans de la neutralité, dès lors qu'il s'agit de rapprocher les syndicats du parti communiste, et ont entrepris une campagne démagogique contre les communistes.

Les syndicalistes révolutionnaires marchant déjà généralement la main dans la main avec le parti communiste mais craignant de parler franchement et ouvertement de la nécessité d'établir un contact permanent avec cet article commettent une grosse erreur. D'une part le fait seul de poser la question ainsi serait compris de la masse ouvrière, qui par instinct apprécie justement toute démarche révolutionnaire. D'autre part l'entrée dans le parti de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires lui permettrait de se débarrasser entièrement de tous les restes d'opportunisme parlementaire qu'il a trouvés dans l'héritage de ses prédécesseurs socialistes.

Rapprocher le parti et les syndicats, ce n'est pas une exigence doctrinale des communistes russes désirant généraliser à tous les pays la situation existant chez eux. C'est une nécessité véritable du mouvement prolétarien en France. Presque tous les chefs conscients du syndicalisme français le reconnaissent, mais ils n'ont pas le courage de rompre ouvertement avec la vieille tradition. Plus vite qu'ils le feront, et mieux ce sera.

S. HALPERIN.

La 1-ère séance de la Commission Russo-Roumaine.

Le 10 juillet la Commission russo-roumaine pour l'établissement d'un régime uniforme sur le Liman du Dniestr a commencé ses travaux.

La 1-ère séance s'est tenue sous la présidence du chef de la délégation russe, à 20 heures, sur le Liman lui-même, dans la canonnière N° 2. Ouvrant la séance et soulignant dans son discours l'importance des relations de bon voisinage à instituer entre les deux peuples, le président caractérisa la situation actuelle et montra la nécessité de la Commission, indépendamment des questions générales qui devront être examinées à Varsovie.

Ensuite Papini, chef de la délégation roumaine, demanda aux délégués d'échanger leurs pouvoirs, ce qui fut fait. Les pouvoirs de la délégation roumaine correspondent entièrement à ceux de la délégation russe.

Après cette procédure, la délégation russe énuméra les questions à l'ordre du jour de la Commission et présenta aux Roumains, les revendications de la Russie. La délégation roumaine proposa ensuite une interruption jusqu'au lendemain matin pour prendre connaissance de ces propositions.

France.

Berlin, 11/VII.—Les ouvriers du textile du nord de la France s'étant solidarisés avec les ouvriers des filatures de coton qui sont en grève depuis déjà quatre jours, ont déclaré eux aussi la grève. D'après le „Populaire“ la grève des ouvriers du textile de Haute Alsace prend des proportions chaque jour plus grandes et atteint à l'heure actuelle 30.000 ouvriers.—La troupe armée est tenue prête dans les casernes.

Allemagne.

Riga, 12/VII. — Les journaux des industriels allemands qui se bornaient jusqu'à ces derniers temps à réimprimer des communications mensongères de seconde main sur la terreur et sur toutes sortes d'atrocités qui ont soi-disant lieu dans la Russie Soviétiste, changent visiblement de ton. Hans Forst le fondateur de l'agence télégraphique „Est Express“, qui s'est spécialisé pour les insinuations contre la Russie Soviétiste, publie dans le libéral et bourgeois „Berliner Tagblatt“ un article ayant pour titre „L'évolution du bolchevisme“ dans lequel il fait une tentative autant que cela lui est rendu possible par des informations de Russie qui sont dans sa possession, d'examiner la nouvelle orientation de la politique économique des Soviets avec une „digne“ objectivité. L'article de Forst est en somme calculé pour devoir intéresser les industriels allemands dans la reconstitution économique de la Russie et du marché russe. L'organe de l'industrie lourde du bassin du Rhin, la „Kölnische Zeitung“ examinant l'éventualité des rapports avec la Russie conseille d'observer une stricte prudence. L'Europe est intéressée à secourir la Russie Soviétiste et il se peut qu'une langue commune pût être trouvée avec elle.

Berlin, 11/VII. — La presse socialiste continue à signaler le renforcement du mouvement réactionnaire en Allemagne. La Haute Silésie est devenue le centre des forces réactionnaires. La „Freiheit“ cite toute une série de chiffres dont il résulte que les partisans de l'Orgesch se préparent à une nouvelle démonstration contre-révolutionnaire. La „Freiheit“ exige que le gouvernement prenne les mesures les plus énergiques pour éviter à la République de nouveaux malheurs.

Haute-Silésie.

La presse de droite, sous la direction du „Local Anzeiger“, ne cesse de se lamenter sur le danger communiste que n'affaiblissent en rien les dernières mesures prises par les Alliés. Dans beaucoup d'entreprises les ouvriers se refusent à recevoir les directeurs et les propriétaires revenus. A la mode russe, les ouvriers se sont chargés eux-mêmes de l'administration. Les efforts des éléments modérés pour rétablir la vie économique normale du pays n'ont eu aucun succès. Les tendances extrêmes prennent le dessus et jouissent de toute la faveur de la population. La grève générale est une épée de Damoclès suspendue sur la prospérité du pays.

La presse de droite répare la nouvelle que les détachements polonais se refusent à quitter le pays comme l'ont ordonné les ouvriers. Ils se cachent dans les bois et n'attendent qu'une occasion pour attaquer; d'autre part, la presse de gauche annonce la formation active de détachements de l'Orgesch, qui sont approvisionnés en armes et en munitions par la Bavière et l'Allemagne Centrale. A la tête de ces détachements sont les généraux les plus réactionnaires, entre autres le général Goltz, qui a joué un rôle important dans l'équipée baltique. Les représentants de ces détachements déclarent sans vergogne qu'après s'être défaits de leurs ennemis en Haute-Silésie, ils marcheront sur Berlin. Les documents publiés par la presse de gauche laissent entrevoir clairement l'intention de l'Orgesch en Haute-Silésie de constituer une armée combattive et disciplinée prête à se débarrasser de tous ceux qui oseront marcher contre elle. Un rôle en vue dans la formation de ces détachements est joué par „l'organisation du secours technique volontaire“, dont le besoin, vu la grève générale attendue prochainement en Haute-Silésie, se fait sentir. Il est intéressant de noter que le „Vorwaertz“ et la „Freiheit“, qui soutiennent la campagne de la presse d'extrême-gauche contre l'Orgesch allemande, s'efforcent de ras-

surer la presse de droite sur le faux danger communiste et sur la menace de grève générale, qui, d'après eux, n'existe pas. Ainsi la Haute-Silésie est encore loin de la pacification.

Pays Baltiques.

Riga, 12 juillet.—Le Bureau Central des Syndicats lettons convoque pour le 13 juillet un meeting de protestation contre l'établissement de l'état de guerre, contre les condamnations à mort et les déportations administratives.

Riga, 12/VII. — Le „Social-démocrate“ signale l'accroissement rapide de la spéculation en Lettonie. Malgré les promesses faites par le nouveau gouvernement de Méerovicz dans sa déclaration, aucune mesure n'est prise contre les mercantis. Le soi-disant pouvoir souverain du peuple letton n'est rien d'autre que l'objet d'une spéculation effrontée d'hommes d'affaires avisés. Le „Social-démocrate“ ne croit pas que le gouvernement de Méerovicz puisse se décider à prendre les mesures tant soit peu énergiques contre cette orgie de spéculation.

Pays Scandinaves.

Nauen, 12 juillet. (Radio). La flotte marchande de la Norvège a diminué de 6% contre le temps de paix, et celle de la Suède de 2.4%, tandis que la flotte marchande danoise a augmenté de 10.7%, comparée avec 1914.

Proche-Orient.

Londres, 11 juillet. — Un télégramme de l'agence Reuter de Constantinople donne ce qui semble être un rapport officiel sur l'histoire des pourparlers avec Kémal qui ont été abandonnés. Il paraît que la question d'une rencontre entre Kémal et les alliés fut mentionnée pour la première fois il y a quinze jours, lorsque Kémal fit savoir qu'il désirait voir un représentant des alliés pour discuter sur la situation. Les alliés étaient d'accord sur l'utilité d'une pareille rencontre et choisirent Harrington comme leur représentant, tout en informant Kémal que Harrington le recevrait à bord d'un bâtiment de guerre britannique. Kémal répondit qu'il devait rester entendu que cette rencontre lui fut suggérée par des agents britanniques, qu'elle devait avoir lieu non pas en mer, mais sur terre à Ineboli et que l'indépendance complète de la Turquie en ce qui concerne la politique, les finances, les forces armées, la justice et les questions économiques doit être reconnue. Si les alliés ne voulaient qu'avoir un entretien, l'un des ministres de Kémal y serait délégué. A la réception de cette réponse tous les arrangements qui avaient été faits pour cette rencontre furent annulés et les pourparlers furent abandonnés, puisqu'il était évident que les Kémalistes ne voulaient que laisser paraître la condescendance montrée par les alliés comme une concession politique importante.

Le „Temps“ en commentant les négociations entre Harrington et Kémal souligne le fait que peu importe si ces négociations ont été abandonnées définitivement ou non, „les relations franco-turques, sans doute, aussi les relations entre l'Italie et la Turquie, n'ont rien à faire avec ces pourparlers qui ne concernent que l'Angleterre et la Turquie“. Ensuite le journal indique que si Harrington parle avec Kémal, il serait faux de penser qu'il parle aussi au nom de la France et de l'Italie. L'article mentionne ensuite que les hauts commissaires de France et d'Italie ont reçu des instructions qui diffèrent de celles qu'a reçu Harrington, „qui maintient que lui seul est responsable pour l'ordre et la sécurité de Constantinople et qu'il n'est pas obligé de demander l'avis des autres commissaires avant d'agir“. Le journal dit que le contrôle exclusif de Constantinople par l'Angleterre n'est pas dans les intérêts de celle-ci et finit par dire que la tâche la plus urgente qui est devant les alliés à Constantinople est de „faire que la Grèce respecte la neutralité des détroits“.

Londres, 11 juillet. — Le „Daily Telegraph“ donne un article sur la position de l'Italie dans la question d'Orient. Il croit voir des indications d'une nouvelle orientation de la politique étrangère de l'Italie, dans le sens d'un rapprochement avec l'Angleterre. Il en voit un signe dans la déclaration suivante, fait par le

„Tempo“: „Les choses en sont arrivées là, où l'Italie ne peut plus rester passive. En nous retirant d'Adalia nous avons donné aux Turcs une preuve définitive de notre esprit de conciliation, mais on aurait tort de prendre nos intentions pacifiques pour une faible résignation devant l'arrogance étrangère“. Le „Daily Telegraph“ souligne que la déclaration du „Tempo“ est d'autant plus importante que c'est l'organe de Bonomi. Le journal espère qu'une entente entre l'Italie et l'Angleterre dans la question d'Orient sera bientôt un fait accompli qui sera de la plus haute importance dans la solution de cette question.

Londres, 11 juillet. Le „Daily Telegraph“ apprend d'Athènes que les Grecs seraient convaincus de l'aide de l'Italie aux Kémalistes. Ainsi deux vapeurs italiens déchargent chaque semaine une cargaison de munitions pour Kémal à Adalia, et une société italienne entretient un service régulier de camions automobiles entre Adalia et Konia.

Londres, 11 juillet. Reuter mande de Constantinople: „Il paraît que les Turcs seraient passés à l'offensive et que les Grecs auraient évacué Yalova, à 45 kilomètres au sud-est de Constantinople“.

Londres, 11 juillet. Le „Daily Herald“ annonce qu'une délégation de musulmans de l'Inde envoya un télégramme à lord Reading, demandant au gouvernement britannique de „laisser la Grèce tranquille et de conclure aussitôt que possible une paix avec la nation turque qui donnerait satisfaction aux musulmans. Les musulmans ne peuvent jamais considérer que Constantinople est en sécurité tant que la Thrace Orientale et Smyrne ne restent pas sous la souveraineté de la Turquie et que cette souveraineté n'est pas absolue. Nous sommes convaincus que la France, ainsi que l'Italie, voudront bien nous donner pleine satisfaction sur ce point“.

Athènes, 11 juillet.—Le Comité Central de la société russo-grecque, d'Athènes a adressé au Commissaire du Peuple pour les Affaires Etrangères de la R. S. F. S. R., le cam Tchitchérine, le télégramme suivant: „La société russo-grecque profitant de l'échange des télégrammes démentissant tous les bruits concernant les soi-disant malentendus entre la Russie Soviétiste et la Grèce, se hâte de vous déclarer qu'étant donné ces circonstances, elle fera tout ce qui est dans son pouvoir pour renouveler une entente solide entre les deux peuples. Le comité espère que son point de vue est partagé par vous et que par conséquent vous ne refuserez pas de soutenir ses efforts qui ont pour but d'abord le rétablissement des relations commerciales entre la Grèce et la Russie et ensuite, avec votre sanction, le rapatriement des ressortissants russes habitant la Grèce et des sujets grecs qui se trouvent en Russie. Le Comité Central espère recevoir de vous une réponse favorable qui sera accueillie avec reconnaissance“. Ce télégramme porte la signature du président du Comité, André Melasaratos et du secrétaire, L. Socaris.

Nauen, 12 juillet (Radio). Kémal-pacha a été proclamé président de la République du Kurdistan. L'assemblée nationale d'Angora a été convoquée sans qu'on s'y attendait.

Les Kémalistes, au nombre de 6.000 hommes, avancent vers Brousse, du côté du lac Abul-Iond. Un télégramme reçu de Brousse par le journal „Akit“ confirme que les Grecs se préparent à évacuer cette ville. Ils ont déjà amené leur artillerie lourde. Les Turcs ont concentré leurs forces à Eski-Chahir. La ville a l'apparence d'une immense caserne. Les Turcs ont muni de canons du dernier modèle et de gros calibres les principaux points stratégiques du front. Le commandant des troupes kémalistes semble persuadé que les Grecs essayeront une attaque du côté d'Ouchak.

Le gouvernement grec dément officiellement les informations sur le blocus de la mer de Marmara par les Grecs. On annonce de Smyrne que les troupes grecques ont occupé Kara-Moursal et Nicée. De cette façon la ligne grecque partant de Kara-Moursal se joint à Nicée au front de Brousse.

REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.

France.

La Ligue des Droits de l'Homme contre le projet Bonnefoy.

Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, dans sa séance du 27 juin, a voté à l'unanimité une protestation dont voici les passages essentiels: „C'est, en réalité, la liberté d'écrire et de parler qui serait détruite si ce projet était voté.

Au même titre que les lois de 1893 et de 1894 et plus encore, ce projet porte la marque détestable de la réaction.

La liberté de penser et d'exprimer sa pensée par la parole et par la plume ne doit pas se juger par rapport aux idées qui en sont l'objet; elle vaut par elle-même parce qu'elle est la liberté et que la légalité républicaine ne saisissant que l'acte qui en est le résultat, s'interdit de réprimer l'idée qui a pu l'inspirer sentant bien qu'une telle recherche serait la porte ouverte au plus redoutable arbitraire.

La Ligue des Droits de l'Homme dénonce l'imprécision redoutable avec laquelle le projet de loi confond les excitations qu'il voue à la répression, et la critique légitime nécessaires des institutions militaires.

La Ligue des Droits de l'Homme dénonce comme une cause permanente d'antimilitarisme, l'impunité assurée depuis la guerre aux chefs coupables d'exécutions sans jugements ou à l'aide de jugements faux. La réhabilitation des victimes ne suffit pas à effacer le crime; il faut encore le châtement du criminel.

La protestation des mutilés.

Le Comité d'action des groupements de mutilés et autres victimes de la guerre, de la Seine et de province proteste contre les projets de loi du gouvernement qui visent les menées antimilitaristes, mais qui ont pour principal but l'étouffement des fautes militaires et des crimes de certains chefs; demande au contraire l'ouverture immédiate des poursuites contre les chefs coupables de l'exécution des camarades innocents.

Invite les députés anciens combattants et mutilés à voter contre ces projets de loi par respect pour les „Droits des Combattants“ et pour la liberté de pensée que nous n'avons pas perdus dans la victoire payée de notre sang et de nos sacrifices;

Et décide l'organisation d'un meeting pour protester publiquement.

„Humanité“ du 29 juin.

La crise d'orient

Paul Louis écrit dans l'Humanité du 29 juin: On se demande pourquoi la France s'est adjugé la Syrie, pourquoi l'Angleterre s'est installée en Mésopotamie et pourquoi la Grèce a reçu des provinces ou les Grecs sont en minorité, et l'on ne trouve d'explications que dans la victoire militaire et dans les prétentions capitalistes: or celles-ci et celles-là sont également négligeables et misérables.

Bekir Samy rappelle que l'Assemblée d'Angora réclame pour la Turquie les territoires peuplés d'une majorité de Turcs, et l'on conçoit parfaitement, qu'en ce domaine, elle ait l'appui des Soviets, qui luttent comme elle, contre l'impérialisme occidental. Ce concours moral de la Russie révolutionnaire, qui a mis en pleine lumière le droit des nations n'est pas la moindre force du kemalisme.

L'envoyé d'Angora, par sa seule présence à Paris, montre que la Turquie veut la paix et non la guerre. Lorsqu'il demande la libération de la Thrace ou les Grecs sont en état d'intériorité numérique, celle de Constantinople ou l'Angleterre parle en maîtresse, celle des Détroits ou l'amirauté britannique se considère comme chez elle, la reconnaissance de l'indépendance politique et économique de la Turquie, il émet des propositions simples et qui, par leur simplicité même, constituent un formidable réquisitoire contre les annexionnistes de l'Entente. Il est curieux de le voir s'armer des maximes de la Révolution française et de la Révolution russe contre les oppresseurs de nations et les financiers pillards.

Le capitalisme franco-anglais compendrait-il la façon ou plus exactement saisirait-il la nécessité de reculer devant la vague qui soulève l'islam transformé?

Le rôle du syndicalisme révolutionnaire.

Le camarade Pierre Besnard écrit dans l'Humanité du 29 juin: La situation est nette. Nous savons maintenant que le capitalisme compte sur une collaboration du capital et du travail imposée par la force pour recouvrer sa puissance et la consolider.

Désormais, le plan adverse apparaît en pleine lumière. Nous connaissons les desseins cachés ou avoués du patronat et de ceux qui, plus dangereux encore, prétendent servir les intérêts du mouvement ouvrier.

Nous ne nous attarderons pas à discuter le plan patronal et gouvernemental. Il est logique que les uns et les autres se placent sur ce terrain, C'est leur rôle.

Ce qui semble plus étonnant, c'est l'attitude de ceux qui, officiellement, dirigent encore la marche du mouvement ouvrier de ce pays.

Par quelle aberration, ces hommes qui interprètent exactement pendant des années les aspirations ouvrières ont-ils pu arriver, eux qui savent, à méconnaître aussi complètement les intérêts qu'ils avaient mission de défendre?

Nous n'essaierons pas de refaire ici l'histoire de cette conversion ni d'en analyser les multiples manifestations. Tout cela est connu. Il ne convient, aujourd'hui que de constater le fait.

De coession en coession, la C. G. T. en est arrivée à vouloir concilier les intérêts du capital et du travail. Elle n'a pas compris que, pour solutionner un problème de cette envergure, il convenait d'aller jusqu'au bout de l'expression de la pensée prolétarienne.

Pour n'avoir pas osé proclamer les droits imprescriptibles du travail et s'être arrêtée à une solution intermédiaire ayant objet de donner satisfaction, à la fois, au prolétariat et au capitalisme, la C. G. T. sombre dans l'impuissance. Nous avons d'ailleurs la certitude que le capitalisme n'a pas davantage de chances de pouvoir définitivement surmonter la crise qu'il traverse, en employant des moyens analogues.

Qu'on le veuille ou non, il n'y a plus, il ne peut plus y avoir, de solution moyenne durable. On peut retarder une échéance ou ne l'éluider plus. C'est pour avoir méconnu cette vérité, désormais incontestable, que la C. G. T. actuelle disparaîtra et que le capitalisme périra.

La mobilisation du super-capital et la collaboration des classes ne peuvent plus aujourd'hui, sauver le régime. Il est trop tard. Les réformes imposées, ou consenties sont devenues inopérantes et la seule solution viable réside dans une transformation inéluctable et totale de la société.

Quelle piètre figure fait le programme confédéral en face d'une telle situation.

A quoi bon le discuter à nouveau ici. Il est jugé. Son impuissance est telle qu'une formule lapidaire suffit à le qualifier irréalisable et dangereux aujourd'hui insuffisant demain.

En face de ce plan, qui ne peut servir que les seuls intérêts bourgeois, nous dresserons bientôt le programme d'action révolutionnaire qui vise, lui, à l'expropriation—et non la démocratisation—du capitalisme et qui a pour but, non des formes nouvelles d'exploitation, mais la suppression du patronat et l'abolition du salariat.

Nous montrerons que ce travail constructif ne peut être que l'œuvre du travail organisé, sur qui repose toute la force vitale d'un pays.

Italie.

La crise du chômage.

Le Bureau national du Placement donne les chiffres suivants sur le chômage, au 1 mai: un total de 250.145 chômeurs, dont 199.242 hommes et 50.903 femmes.

Les régions les plus atteintes par le chômage sont: la Vénétie, avec 83.981; la Lombardie, avec 39.347; l'Emilie et le Piémont, avec 36.732 et 36.448.

Les catégories qui présentent le plus haut chômage sont celles des maçons (98.880), de l'agriculture (43.246), des métallurgistes (25.879) et des textiles (23.228).

Ces chiffres accusent une augmentation de 50.000 chômeurs sur ceux du 1 mai 1920. En outre le Bureau signale que le chômage tend à augmenter, surtout dans l'Italie du Nord.

Le nombre des ouvriers inoccupés par suite des grèves et des lock-outs est de 38.358.

Devant cette impressionnante et continue augmentation de la crise économique, la C. G. T. vient de convoquer, les 25 et 26 courant, le Conseil national, en vue d'une action de caractère national.

D'autre part, le C. G. T., vient de présenter à la Chambre une motion d'urgence réclamant:

1) Que soit prorogé le décret en faveur des chômeurs;

2) Que soit augmenté le taux des allocations aux chômeurs.

Cependant à la Chambre, on discute de Fiume et de Port-Barros.

Collaboration des classes.

Au cours de la discussion de la réponse au discours de la Couronne, Turatti, parlant au nom du Parti socialiste a fait allu-

sion aux luttes entre les fascistes et les socialistes. L'orateur a déclaré que le véritable courage serait de briser le cercle vicieux et de ne plus répondre à la violence par de nouvelles violences.

„Il vaut mieux se laisser tuer, a-t-il ajouté, que de se nuire à soi-même en tuant ses semblables. Il est nécessaire de désarmer de part et d'autre et de se rappeler qu'au dessus de tout parti, il y a l'Italie et l'humanité.“

Turrati a conclu qu'il fallait travailler à la reconstitution de l'Italie et a invité tous les hommes de bonne volonté à collaborer à cette reconstruction. Il a terminé en criant: „Vive l'Italie.“

La crise textile.

Dans l'industrie du textile, les capitalistes ont notifié aux ouvrières la résiliation des contrats. En plus, ils ont procédé au renvoi d'une partie considérable des ouvriers, ou réduit les heures de travail. Pour donner une idée des conditions de la crise du chômage dans cette branche de l'industrie, on peut prendre comme base la moyenne de Turin.

Le syndicat du textile qui à la fin de 1920 comptait 24.000 adhérents, n'en possède plus que 14.000, 11.00 environ travaillent avec horaire réduit à un maximum de 20 heures par semaine. Les fabriques qui ferment complètement sont nombreuses. Le chômage est surtout fort parmi les lainiers, puis parmi les cotonniers et enfin dans les fabriques de jute.

Suisse.

Suisse et Russie.

Enfin!

Le Conseil fédéral va entrer en rapports avec la Russie. Nos sept palabreurs reconnaissent que le Gouvernement des Soviets est un Gouvernement stable et qu'il n'y a plus aucun espoir de le renverser.

La Suisse va donc reprendre les relations commerciales avec la Russie.

Notre très réactionnaire Conseil fédéral a mis son temps pour comprendre qu'il fallait à tout prix en venir là. Mais pourquoi ne pas être venu plus vite à ces bonnes résolutions? Voulait-on, comme on nous l'a dit, „voir ce que donnerait l'expérience anglaise?“ On n'a vu qu'une chose. C'est la misère croissante des sans travail, voulue et organisée par le Conseil fédéral, qui avait la possibilité d'enrayer le chômage, principalement dans la grosse métallurgie et l'industrie horlogère, en reprenant les relations avec la Russie, c'est tout ce qu'on a vu et constaté. Et il faut enfin venir à la solution que les communistes préconisent depuis longtemps. Nous disons bien, les communistes, parce qu'il faut reconnaître que ni le Parti socialiste, ni les organisations syndicales, n'ont fait pression sur la bourgeoisie pour l'obliger à renouer les relations. Ce n'est que depuis la création du Parti communiste, depuis l'agitation en faveur du front unique dont l'un des buts est de reprendre le commerce avec les soviets, que l'idée a fait des progrès et que le Conseil fédéral se voit obligé de céder.

(„L'Avant-Garde“ du 25 juin.)

Espagne.

Nouvelles poursuites.

Des perquisitions ont été opérées au domicile de tous les syndicalistes notoires de Barcelone. Dix-neuf syndicalistes impliqués dans les derniers attentats ont été arrêtés.

(„Populaire“ du 3 juin.)

L'écho de la presse polonaise en réponse à la note de Tchitchérine.

Toute la presse polonaise commente vivement la dernière note de Tchitchérine. Tandis que le „Narud“ écrit sur un ton d'extrême colère, la „Rjecz Pospolita“ lui consacre un article de tête sur un ton très conciliant: „La note de Tchitchérine en date du 4 juillet, écrit ce journal, doit être considérée comme un événement très sérieux exigeant la plus profonde attention“. Citant le texte de l'article 5 du traité de Riga l'auteur ajoute:

„Le gouvernement soviétiste considère comme une violation du traité les agissements en Pologne du Comité Politique Russe avec Savinkov en tête ainsi que l'existence des organisations de Peremykin et de Balakhovitch. L'article 5 donne sans aucun doute le droit aux Soviets d'émettre certaines exigences et impose au gouvernement polonais certaines obligations. Il faut se dire catégoriquement que si nous n'observons pas le plus scrupuleusement les conditions du traité de Riga, nous n'aurons jamais une base solide pour refuser des exigences mal fondées. Le

gouvernement soviétiste exige la dissolution de toutes les armées et détachements formés avec des intentions hostiles et l'internement des partisans de ces organisations. Il suffit de comparer cette exigence avec l'article 5 du traité pour reconnaître qu'elle est absolument fondée. Mais il est probable qu'elle se trouve depuis longtemps remplie. Nous savons qu'au moment de l'échange des documents de ratification au mois d'avril le gouvernement polonais en fit la déclaration publique. Les soldats de Savinkov, Petlura et Balakhovitch sont actuellement internés. Il est clair néanmoins que, continuant à demeurer ensemble, ils ont une tendance à se considérer encore comme une unité militaire. Il faut aussi éviter cela. La Pologne doit constater que nous n'avons aucune organisation politique ou militaire interdite par le traité. Le gouvernement polonais, après avoir tranquillement examiné toute la question, doit exécuter tous engagements découlant du traité de Riga et abolir tout ce qui peut sembler violer l'article 5. Cela permettra à la Pologne de rejeter tranquillement les exigences qui ne sont pas justifiées par le traité, qui contredisent le droit international et qui sont dirigées contre notre indépendance et notre dignité politique.“

EN RUSSIE.

— L'usine Alexandre termine la construction d'un train inventé par l'ingénieur Makhonine qui est mû par deux moteurs à combustion interne et deux hélices. Le premier voyage sera fait de Petrograd en Crimée.

— Malgré les difficultés alimentaires de nombreuses usines de la région de Petrograd ont obtenu en mai des résultats brillants. Ijora a donné 21,9% en sus de son programme, les chantiers d'Oust-Ijora 28% en plus, la Franco-Russe 8%, les chantiers de Tcherepovets 7%.

— Le syndicat du textile à Petrograd ouvre une série d'écoles d'apprentissage. Les élèves seront répartis en brigades dont chacune travaillera dans un atelier spécial sous une direction expérimentée. En outre on organise des cours de perfectionnement pour les ouvriers dans les deux manufactures Tornton et Première Fabrique de Fil. Le syndicat envoie aussi 108 auditeurs dans la section textile du polytechnicum ouvrier.

— Les commissariats de l'Hygiène et de l'Intérieur préparent une vaste campagne pour l'assainissement du logement, avec propagande des principes d'hygiène dans la population.

— Il s'est constitué à Moscou une Association des inventeurs, qui possède une usine d'expérimentation et donne des conférences explicatives.

— Le Bureau du Conseil Central Panrusse des Syndicats a formé une commission pour étudier la participation des organisations professionnelles à la campagne contre la famine dans la Volga.

— La Commission d'approvisionnement des ouvriers a pris les mesures pratiques pour l'institution de l'approvisionnement collectif dans les entreprises (versement du salaire en nature et en argent conformément seulement à la somme de produits fournis par l'entreprise sans considérer l'effectif du personnel).

— Smilga, Directeur général du Combustible, est parti pour le Donetz. Sa mission consiste à assurer par tous les moyens l'approvisionnement des ouvriers.

— La commission d'administration du soviet de Petrograd a fait un rapport dont il ressort qu'il y a dans la ville 5 camps de travail pour les condamnés. Les détenus sont constamment employés à des tâches utiles, coupes de bois, etc...

— Il y a à Petrograd 47 cours professionnels de brève durée pour les ouvriers, un grand nombre d'écoles d'apprentissage dans les usines, au total 180 établissements d'enseignement professionnel au lieu de 130 au 1er janvier 1921, avec plus de 20.000 élèves. Sur ce nombre 8.000 sont dans les 15 établissements supérieurs, plus de 5.000 dans les 35 technicums secondaires, etc...

ANNONCE.

Samedi, 16 Juillet à 7 h. 30 du soir, aura lieu une conférence du camarade Siemachko sur „l'Organisation et l'Activité du Commissariat de l'Hygiène Publique“, avec films à l'appui, à la Maison de l'enseignement sanitaire, Tverskaïa, au coin de Léontievski pérououk, en face de l'hôtel Lux.

Tous les délégués sont cordialement priés d'y assister.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.